

FINANCIÈRE DE L'ODET

Rapport Financier Semestriel 30 juin 2010

Rapport d'activité	p. 2
Comptes consolidés résumés semestriels	p. 10
Attestation du responsable du rapport semestriel	p. 35
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	p. 36



Rapport d'activité

SYNTHÈSE

- Chiffre d'affaires en hausse de 12 %.
- Résultat opérationnel en progression de 35 %.

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009
Transport et logistique, distribution d'énergie	3 118	2 808	185	171
Industrie, médias, télécoms, plantations, holdings	174	144	(72)	(87)
TOTAL	3 292	2 952	113	84

- **Résultat net** de 111 M€ contre 39 M€ au premier semestre 2009. Résultat net part du Groupe 44 M€ contre 13 M€.
- **Nouvelle amélioration du gearing** qui descend à 75 %.

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Ratio endettement net sur fonds propres	75 %	86 %	102 %

Dans le cadre de la simplification de la structure du Groupe, la Financière du Perquet, détenue par la Financière de l'Odé et qui regroupe les participations dans Mediobanca et Generali a été cédée à Bolloré, sa filiale à 81 % (directement et indirectement) pour un montant de 353 M€.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2010, Bolloré a réalisé une Offre Publique de retrait sur Saga. Le Groupe détient désormais 100 % du capital de Saga.

CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009	
Chiffre d'affaires	3 292	2 952	+12%
Résultat opérationnel	113	84	+35%
Résultat financier	(99)	(35)	
Part dans le résultat net des entreprises associées	146	34	
Impôts	(49)	(35)	
Résultat des activités destinées à la vente	0	(9)	
Résultat net	111	39	X 3
Dont part du Groupe	44	13	X 3

- Forte progression du résultat net obtenue grâce :
 - à la bonne marche des activités du Groupe, dont le résultat opérationnel augmente de 35 % à 113 M€,
 - à la croissance de la part dans le résultat net des entreprises associées (Havas, Aegis, plantations) qui intègre, en outre, une importante reprise de provision sur les titres Havas.

<i>En millions d'euros</i>	Au 30 juin 2010	Au 31 décembre 2009	Au 30 juin 2009
Capitaux propres	2 729	2 326	2 048
Dont part Groupe	1 679	1 428	1 256
Endettement net	2 059	2 002	2 085
Ratio endettement net / Fonds propres	75 %	86 %	102

- Capitaux propres en augmentation de 403 M€ par rapport au 31 décembre 2009 compte tenu des résultats et de la remontée des valeurs boursières.
- Endettement net en légère augmentation à 2 059 M€ par rapport au 31 décembre 2009 mais inférieur au 30 juin 2009.
- La valeur boursière du portefeuille de titres cotés (Vallourec, Havas, Aegis, Socfinal, Socfinasia, Mediobanca, Generali...) atteint 1,9 Md€ au 30 juin 2010.

CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009	Variation
Transport et logistique	2 196	1 973	+11%
Distribution d'énergie	922	835	+11%
Industrie	99	83	+19%
Médias, télécoms, plantations, holdings	75	61	+24%
Chiffre d'affaires	3 292	2 952	+12%

- Chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2010 en hausse de 20 %.
- Sur l'ensemble du premier semestre 2010, le chiffre d'affaires progresse de 12 % (11 % à périmètre et change constants). Cette croissance s'explique principalement par :
 - ✓ la reprise des activités Transport et Logistique (+11 %) après une baisse de 10 % enregistrée au premier semestre 2009 ;
 - ✓ l'augmentation des prix de vente des produits pétroliers dans la Distribution d'énergie,
 - ✓ la hausse des ventes dans l'Industrie (Films plastiques et IER) en progression de 19 % ;
 - ✓ la progression des autres activités (médias, télécoms, plantations, holdings) qui bénéficient notamment de la croissance de 47 % des recettes des médias.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PAR ACTIVITÉ

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009
Transport et logistique	172	141
Distribution d'énergie	13	30
	185	171
Industrie	(40)	(52)
Médias, télécoms, plantations, holdings	(32)	(35)
Résultat opérationnel	113⁽¹⁾	84

(1) dont 8 M€ de crédit d'impôt recherche comptabilisés en résultat opérationnel en 2010 contre 3 M€ venant en diminution de l'impôt en 2009.

- Hausse de 22 % du résultat opérationnel du secteur Transport et logistique qui poursuit son développement dans les domaines de la logistique et de la manutention portuaire.
- Résultats satisfaisants de l'activité Distribution d'énergie après une année 2009 exceptionnelle.
- Progrès réalisés dans l'Industrie malgré l'augmentation des coûts de développement de l'activité véhicules électriques et des dépenses engagées dans la batterie électrique et les supercapacités. Amélioration des résultats d'IER et des Films plastiques.
- Les autres activités bénéficient de l'amélioration des résultats des médias, grâce à la progression des recettes publicitaires, et des plantations.

RÉSULTAT FINANCIER

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009
Dividendes et revenus de VMP	6	26
Coût net du financement	(25)	(46)
Autres produits et charges financiers	(80)	(15)
Résultat financier	(99)	(35)

Le résultat financier bénéficie de la réduction de l'endettement moyen par rapport au premier semestre 2009 et de la baisse des taux d'intérêt. Il est en revanche pénalisé par la baisse des dividendes nets reçus de Vallourec (4M€ contre 21M€).

Les autres produits et charges financiers intègrent également 72 M€ de dépréciation nette des titres Mediobanca.

PART DANS LE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009
Part dans le résultat net des entreprises associées	146	34

La part dans le résultat net des entreprises associées intègre :

- ✓ 106 M€ de résultat provenant des participations dans les médias : progression des quote-parts de résultats d'Havas (15 M€ contre 11M€ au premier semestre 2009) et d'Aegis, et reprise de provision de 85 M€ sur les titres Havas consécutive à la forte remontée du cours de bourse.
- ✓ 40 M€ des plantations qui bénéficient à la fois de très bons résultats et d'éléments non-récurrents positifs (mise à la juste valeur des actifs biologiques et plus-value réalisée sur la cession de Socfinaf).

VARIATION DE L'ENDETTEMENT

Au premier semestre 2009, la baisse de 16 % du chiffre d'affaires du Groupe avait entraîné une amélioration de 40 M€ du besoin en fond de roulement.

Avec la hausse du chiffre d'affaires de 12%, au premier semestre 2010, le besoin en fond de roulement augmente de 80 M€.

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009
Marge brute d'autofinancement ⁽¹⁾	194	187
Variation du BFR (+ = réduction)	(80)	40
Flux net de trésorerie de l'activité	114	227
Investissements industriels nets	(90)	(89)
Investissements financiers nets	(55)	(98)
Dividendes versés	(20)	(20)
Frais financiers nets payés	(17)	(35)
Augmentation de capital, variation de juste valeur et autres éléments	11	(4)
Variation de l'endettement net (- = augmentation de l'endettement)	(57)	(19)

(1) Après élimination des plus-values et avant frais financiers

ACTIVITÉS

TRANSPORT ET LOGISTIQUE

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009	
Chiffre d'affaires	2 196	1 973	+11%
Résultat opérationnel	172	141	+22%
Investissements	67	93 ⁽¹⁾	

⁽¹⁾ dont Congo Terminal, concession obtenue fin 2008.

BOLLORÉ LOGISTICS

L'UN DES LEADERS DE L'ORGANISATION DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE DANS LE MONDE

- Forte croissance du chiffre d'affaires (+14 % à 1 254 M€), particulièrement marquée au cours du deuxième trimestre.
- Dans un environnement caractérisé à la fois par une reprise des volumes transportés et par une augmentation sensible des taux de fret dans le transport aérien et maritime, Bolloré Logistics bénéficie d'une nette augmentation des volumes (tout particulièrement sur l'axe Europe-Asie) et réussit à préserver ses marges.
- Bonnes performances du réseau Bolloré Logistics en Asie, qui tire profit du dynamisme de la croissance chinoise et de l'obtention de nouveaux contrats pour la plate-forme de Singapour dans les secteurs de la cosmétique et de l'aéronautique.
- Croissance importante des activités en France, et en Grande-Bretagne fortement impactée par la crise en 2009.
- Bonne marche de la manutention portuaire en France où des investissements sont en cours de réalisation dans le cadre de la réforme portuaire (Dunkerque, Rouen, Nantes, La Rochelle).

BOLLORÉ AFRICA LOGISTICS

LE PLUS GRAND RÉSEAU DE LOGISTIQUE INTÉGRÉE EN AFRIQUE

- Chiffre d'affaires de 941 millions d'euros en hausse de 8 %.
- Résultats en progression sensible au premier semestre 2010, dans un contexte de poursuite de la croissance des activités du Groupe en Afrique.
- Dynamisme des terminaux portuaires dans lesquels ont été réalisés d'importants investissements ces dernières années.
- Impacts positifs au premier semestre 2010 du démarrage du terminal de Pointe-Noire au Congo (dont l'exploitation a débuté en juillet 2009) et de la reprise par Bolloré Africa Logistics des activités de manutention au Togo.
- Résultats satisfaisants de l'activité chemins de fer de Sitarail (Côte d'Ivoire - Burkina Faso) qui bénéficie de forts volumes hydrocarbures et conteneurs, et de Camrail au Cameroun.

BOLLORÉ ÉNERGIE

DEUXIÈME DISTRIBUTEUR DE FIOUL DOMESTIQUE EN FRANCE

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009
Chiffre d'affaires	922	835
Résultat opérationnel	13	30
Investissements	6	4

- Chiffre d'affaires en progression de 10 %, dans un contexte de hausse des prix des produits pétroliers.
- En France, après une année 2009 exceptionnelle marquée notamment par un hiver très rigoureux, retour à des niveaux de résultats conformes aux années précédentes.
- En Europe, bons résultats de Cica en Suisse après un premier semestre 2009 exceptionnel qui avait notamment bénéficié de l'arrêt pour maintenance des raffineries suisses. Progression des résultats de Calpam en Allemagne, en particulier dans l'activité stations-service.
- Bons résultats des activités logistique, transport et dépôts.

INDUSTRIE

BATTERIES, SUPERCAPACITÉS ET VÉHICULES ÉLECTRIQUES, FILMS PLASTIQUES, IER-TERMINAUX ET SYSTÈMES SPÉCIALISÉS

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009 ⁽³⁾
Chiffre d'affaires	99	83
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	(40)	(52)
Investissements ⁽²⁾	5	6

⁽¹⁾ dont 8 M€ de crédit d'impôt recherche comptabilisés en résultat opérationnel en 2010 contre 3 M€ venant en diminution de l'impôt en 2009.

⁽²⁾ l'essentiel des dépenses dans les batteries électriques, supercapacités et véhicules électriques est comptabilisé en charges d'exploitation.

⁽³⁾ retraité de l'activité Papiers cédée en 2009

- Augmentation des dépenses consacrées au développement de nouveaux produits hautement technologiques dans le stockage de l'électricité : condensateurs, batteries électriques, supercapacités et véhicules électriques.
- Amélioration des activités films plastiques et IER qui bénéficient d'un environnement de reprise économique et d'une amélioration de la parité euro/dollar.

BATTERIES, SUPERCAPACITÉS ET VEHICULES ÉLECTRIQUES

- Augmentation des dépenses destinées à accroître les capacités industrielles de production de batteries. Les deux usines actuelles de production de batteries en Bretagne et au Canada, sont en cours d'extension, l'objectif étant de pouvoir produire 20 000 batteries de 30kWh et 20 000 batteries de 15 kWh, par an à l'horizon 2013.
- Poursuite du développement des deux joint-ventures créées pour développer des véhicules 100 % électriques :
 - ✓ VEPB (Véhicule Électrique Pininfarina Bolloré) : joint-venture Bolloré-Pininfarina, afin de concevoir et produire une voiture électrique. Les premières voitures seront prochainement disponibles pour la phase d'homologation.
 - ✓ Gruau Microbus : joint-venture Bolloré-Gruau, pour produire et commercialiser au début de l'année 2011 des microbus électriques utilisant les batteries et supercapacités Batscap. Les premiers bus sont en phase d'essais.
- Début de commercialisation des supercapacités testées et utilisées par des constructeurs de tramways et de voitures.
- Lithium : accord pour l'exploitation d'un salar en Argentine en partenariat avec Eramet.

FILMS PLASTIQUES, TERMINAUX ET SYSTEMES SPÉCIALISÉS (IER)

Films plastiques :

- Reprise des ventes de films plastiques : chiffre d'affaires en hausse + 26 % au premier semestre 2010.
- Amélioration des résultats, tout particulièrement dans les films pour condensateurs malgré la hausse des matières premières.

IER :

- Chiffre d'affaires d'IER en hausse de 15 %. Amélioration des résultats par rapport aux dernières années reflétant la reprise des volumes d'activité.
 - Libre-service et Enregistrement : reprise de la croissance du chiffre d'affaires notamment en Amérique du Nord malgré la conjoncture toujours difficile du secteur aérien.
 - Contrôle d'accès (Automatic Systems) : croissance soutenue de l'activité suite à la réalisation d'importants projets dans le domaine des transports publics et au regain d'activité des filiales d'Amérique du Nord.
 - Identification automatique : forte croissance de l'activité grâce au gain d'importants contrats notamment dans le secteur de la logistique (solutions RFID).

PLANTATIONS

Très bons résultats des plantations qui ont bénéficié des cours élevés de l'huile de palme et de la forte progression des cours du caoutchouc (+70 % par rapport au premier semestre 2009).

- **Safa Cameroun** (8 600 hectares d'hévéas et de palmiers à huile) : hausse de 22 % du chiffre d'affaires semestriel à 10,6 M€, en raison principalement de la forte hausse du prix de vente du caoutchouc. Le résultat opérationnel s'établit à 7,1 M€ contre 5,1 M€.
- **Groupe Socfinal** ⁽¹⁾ : le Groupe détient près de 39 % de Socfinal, qui gère 140 000 hectares de plantations en Asie et en Afrique :
 - **Socfindo**, en Indonésie, (49 000 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat 33,1 M€, contre 20,7 M€ au premier semestre 2009 en hausse de 60 %.
 - **Okomu**, au Nigeria, (14 800 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat de 6,1 M€ contre 1,7 M€ au premier semestre 2009. Cette progression provient principalement de la forte hausse des prix de vente.
 - **Socapalm** (26 400 hectares de palmiers et d'hévéas) et **Ferme Suisse** (4 100 hectares de palmiers), au Cameroun : résultat net en forte progression à 14,6 M€ contre 8,6 M€ en 2009, du fait de la forte hausse des volumes vendus (+ 38 %).
 - **Lac**, au Liberia, (13 800 hectares d'hévéas) : grâce à la hausse des prix et à de forts volumes de vente, le résultat net atteint 3,7 M€ contre -0,3 M€ au premier semestre 2009.
 - **SOGB**, en Côte-d'Ivoire, (22 700 hectares de palmiers et d'hévéas) : résultat net 10,9 M€ contre 1,9 M€ au premier semestre 2009.
 - Développements : création de 12 000 hectares de plantations d'hévéas au **Cambodge** (1 700 hectares ont déjà été plantés) et replantation de 5 000 hectares de palmiers en **République Démocratique du Congo**.
 - Plus-value de 27 M€ sur la cession de Socfinal au **Kenya** (soit 7 M€ de quote-part Groupe).
- **Autres actifs agricoles** :
 - **Fermes américaines** ⁽²⁾ : les trois fermes représentent 3 000 hectares. Les terres agricoles cultivées (coton, maïs, soja, arachides) sont louées tandis que les pinèdes sont plantées et entretenues directement. Loyer premier semestre 2010 : 0,5 M\$.
 - **Vignes** ⁽³⁾ : Domaines de la Croix et de la Bastide Blanche, représentant une superficie de 230 hectares dont 104 hectares de droits viticoles. Production prévue de 450 000 bouteilles en 2010 (+20 %), et développement rapide de la commercialisation (chiffre d'affaires semestriel de 1 M€ contre 0,6 M€ en 2009).

COMMUNICATION, MÉDIAS

Bons résultats dans la télévision et la presse gratuite grâce à la forte progression des recettes publicitaires, +47 %, à 31 M€.

- **Télévision numérique terrestre** :
 - **Direct 8** : audience en forte augmentation à près de 2 % en national, contre 1,3 % en juin 2009, 38 millions de téléspectateurs par mois, 1 200 annonceurs (+ 29 %).
 - **Direct Star** : rachat au 1er septembre 2010 de Virgin 17 au Groupe Lagardère. La chaîne est rebaptisée Direct Star et offre à partir de cette date une large gamme de séries télévisées, cinéma, programmes de sports et de divertissements, tout en conservant une dominante musicale.
 - **Direct Azur** : projet de chaîne locale dans la région de Nice, Menton, Saint-Raphaël, Cannes, Grasse.
- **Presse gratuite** :
 - **Direct Matin**, avec ses éditions régionales, est devenu en juin 2010 le leader de la presse gratuite quotidienne d'information générale. Son audience sur un an enregistre la plus forte progression du secteur (+13 %).
 - **Direct Soir**, enrichi du partenariat avec Le Figaro Magazine et du supplément hebdomadaire **Direct Sport**, lancé en 2009, enregistre également une nette hausse de son audience (+8 %).
- **Logistique audiovisuelle et cinéma**
 - **Euro Media Group** ⁽¹⁾ : Bolloré détient 18 % d'EMG, le leader en Europe de la logistique pour le cinéma et la télévision qui a réalisé un chiffre d'affaires de 136 M€ au premier semestre 2010 en hausse de 6 %.
 - Le Groupe détient près de 10 % du capital de **Gaumont** et est également propriétaire du cinéma **Mac-Mahon** à Paris.
- **Investissements dans la publicité et les études**
 - **Havas** (32,9 %) ⁽⁴⁾ :
 - Revenu : 729 M€ au premier semestre 2010 en hausse de 4,2 %, croissance organique +1,8 %,
 - Résultat opérationnel courant : 84 M€ (+18 %),
 - Résultat net part du Groupe : en hausse de 22,5 %,
 - New business : 1,2 Md€ en hausse de 50 %,
 - Endettement net : 129 M€ au 30 juin 2010 contre 179 M€ un an plus tôt soit un gearing de 12% au plus fort de l'activité.

⁽¹⁾ Données sociales avant retraitement IFRS. Les plantations du Groupe Socfinal sont mises en équivalence dans les comptes de Financière de l'Odet.

⁽²⁾ Non consolidées.

⁽³⁾ Entrées dans le périmètre de consolidation au premier semestre 2010.

⁽⁴⁾ Mis en équivalence

- **Aegis Group Plc** ⁽¹⁾ (participation de 29,2 %) ⁽²⁾ :
 - Revenu : 663 M€, croissance organique : + 3,2 %,
 - Résultat opérationnel courant : 61 M€ contre 51 M€ au premier semestre 2009,
 - Résultat net part du Groupe 15 M€ contre - 2 M€ au premier semestre 2009,
 - Endettement net : 398 M€ au 30 juin 2010 contre 362 M€ au 30 juin 2009 pour un gearing 86 %.
- Le Groupe détient 100 % de l'institut d'études et de sondages **CSA** (chiffre d'affaires de 13 M€ au premier semestre 2010) et une participation inférieure à 15 % dans **Harris Interactive**, société américaine spécialisée dans les études par Internet.
- **Développement dans les télécoms**
 - **WiMax** :
 - Avec désormais 22 licences régionales, Bolloré Telecom dispose d'une couverture nationale.
 - Poursuite des tests des sites pilotes de la région parisienne et sur la Côte d'Azur et des équipements proposés par les constructeurs,
 - 220 stations sont déployées et exploitées sur les fréquences de Bolloré Telecom.
 - Dépenses cumulées à ce stade : environ 130 M€ incluant les licences.
 - **Wifirst** : commercialise un service d'Internet sans fil haut débit, notamment dans les résidences pour étudiants. Après le rachat de MyIP au premier semestre 2010, Wifirst dispose d'un parc de 100 000 chambres installées.

PARTICIPATIONS

La valeur boursière du portefeuille de titres cotés du Groupe au 30 juin 2010 s'élève à 1,9 Md€ :

- **Vallourec** : le Groupe détient 5,3 % du capital de Vallourec. Les deux-tiers de la participation ont été couverts en 2010 par des ventes à terme livrables en titres ou en espèces, venant à échéance en mai 2011. Valeur boursière de la participation compte tenu des ventes à terme : 426 M€.
- **Havas** ⁽¹⁾ (32,9 %) : valeur boursière de la participation : 514 M€.
- **Aegis** ⁽¹⁾ (29,2 %) ⁽²⁾ : valeur boursière de la participation : 445 M€.
- **Socfinal** ⁽¹⁾ (38,7 %) - **Socfinasia** ⁽¹⁾ (21,8 %) : valeur boursière des participations : 213 M€ .
- **Mediobanca** ⁽³⁾ (5%), **Generali** ⁽³⁾ (0,1 %) et divers Italie : valeur boursière des participations : 298 M€. La principale participation est Mediobanca où le Groupe fédère un groupe d'investisseurs internationaux détenant au sein du Pacte d'actionnaires 10 % du capital de Mediobanca et disposant de quatre représentants au Conseil d'administration.

⁽¹⁾ Mis en équivalence

⁽²⁾ En incluant 0,3 % détenu par Bolloré Participations.

⁽³⁾ Dans le cadre de la simplification des structures du Groupe, la Financière du Perguet, détenue par la Financière de l'Odet, et qui regroupe les participations dans Mediobanca et Generali a été cédée à une filiale de Bolloré en août 2010.

EVÈNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE ET PERSPECTIVES

- Investissements Média :

A la suite de l'obtention de l'accord du CSA en juillet 2010, le Groupe a finalisé l'acquisition de Virgin 17 (rebaptisée Direct star), chaîne musicale de la Télévision Numérique Terrestre, détenue par le Groupe Lagardère.

- Reclassement de Financière de Perguet :

Dans le cadre de la simplification des structures du Groupe, la Financière du Perguet, détenue par la Financière de l'Odet, et qui regroupe les participations dans Mediobanca et Generali a été cédée à Bolloré, sa filiale à 81% (directement et indirectement) pour un montant de 353 millions d'euros, correspondant à des titres Mediobanca à 7,5 euros et Generali à 14,8 euros.

- Emission par Financière de l'Odet d'un emprunt obligataire de 200 millions d'euros :

Un emprunt obligataire d'un montant de 200 millions d'euros a été émis par Financière de l'Odet le 6 août 2010. Cet emprunt bénéficie d'une garantie autonome de première demande de Bolloré, et en garantie des obligations de Bolloré au titre de cette garantie de première demande, de nantissements portant sur un total de 2 100 000 actions Bolloré.

Par ailleurs, la diversité des métiers et des investissements du Groupe devrait lui permettre de ne pas anticiper de modification significative de sa situation globale au cours du second semestre 2010.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques financiers auxquels le Groupe pourrait être confronté au cours du deuxième semestre 2010 sont exposés dans la note 27 en annexe des comptes consolidés résumés semestriels.

PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 25 en annexe des comptes consolidés résumés semestriels.

BILAN CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTES	Au 30/06/2010	Au 31/12/2009
Actif			
<i>Goodwill</i>	4	988 117	979 786
Immobilisations incorporelles	5 -19	218 838	223 135
Immobilisations corporelles	6 -19	1 044 898	986 096
Titres mis en équivalence	7	1 150 715	970 778
Autres actifs financiers	8	1 699 286	1 524 016
Impôts différés		36 185	33 972
Autres actifs		397	297
Actifs non courants		5 138 436	4 718 080
Stocks et en-cours	9	177 583	144 890
Clients et autres débiteurs	10	1 596 456	1 499 806
Impôts courants		84 530	87 694
Autres actifs financiers	8	701	2 313
Autres actifs		25 976	19 387
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	382 661	417 094
Actifs courants		2 267 907	2 171 184
Total actif		7 406 343	6 889 264
Passif			
Capital		105 376	105 376
Primes liées au capital		87 655	87 655
Réserves consolidées		1 486 154	1 235 040
Capitaux propres, part du Groupe		1 679 185	1 428 071
Intérêts minoritaires		1 050 113	898 089
Capitaux propres	12	2 729 298	2 326 160
Dettes financières à long terme	16	1 201 969	1 202 579
Provisions pour avantages au personnel	14	104 201	98 386
Autres provisions	13	108 682	128 712
Impôts différés		73 812	64 989
Autres passifs		15 701	23 935
Passifs non courants		1 504 365	1 518 601
Dettes financières à court terme	16	1 246 250	1 218 568
Provisions (part à moins d'un an)	13	26 206	24 246
Fournisseurs et autres créditeurs	17	1 642 995	1 593 815
Impôts courants		203 888	176 039
Autres passifs	18	53 341	31 835
Passifs courants		3 172 680	3 044 503
Total passif		7 406 343	6 889 264

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	NOTES	Juin 2010	Juin 2009	Décembre 2009
Chiffre d'affaires	19-20-21	3 291 568	2 951 732	6 011 023
Achats et charges externes	21	(2 616 725)	(2 370 168)	(4 756 922)
Frais de personnel	21	(472 858)	(452 083)	(909 540)
Amortissements et provisions	21	(86 041)	(72 648)	(180 016)
Autres produits opérationnels	21	52 266	101 250	127 252
Autres charges opérationnelles	21	(54 829)	(73 796)	(118 874)
Résultat opérationnel	19-20-21	113 381	84 287	172 923
Coût net du financement	22	(25 381)	(46 468)	(74 823)
Plus-values (moins-values) de cessions des titres	22	(2 251)	217	(4 854)
Autres produits financiers	22	52 860	67 895	91 632
Autres charges financières	22	(124 682)	(56 928)	(76 248)
Résultat financier	22	(99 454)	(35 284)	(64 293)
Part dans le résultat net des entreprises associées	7	145 948	33 799	72 434
Impôts sur les résultats	23	(49 116)	(34 899)	(78 758)
Résultat net des activités poursuivies		110 759	47 903	102 306
Résultat net des activités abandonnées	24	0	(9 386)	(10 567)
Résultat net consolidé		110 759	38 517	91 739
Résultat net consolidé, part du Groupe		44 487	13 278	40 452
Intérêts minoritaires		66 272	25 239	51 287

Résultat par action ⁽¹⁾ (en euros) :

12

	<i>Juin 2010</i>	<i>Juin 2009</i>	<i>Décembre 2009</i>
Résultat net part du Groupe :			
- de base	9,2	2,8	8,4
- dilué	9,2	2,8	8,4
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies :			
- de base	9,2	4,1	9,9
- dilué	9,2	4,1	9,9

(1) Hors titres d'autocontrôle

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en milliers d'euros)</i>	Juin 2010	Juin 2009	Décembre 2009
Résultat net consolidé de la période	110 759	38 517	91 739
Autres éléments du résultat global (nets d'impôt)			
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées	49 402	(4 166)	(6 807)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées	191 095	179 050	416 962
Autres variations du résultat global ⁽¹⁾	61 709	42 669	15 313
Résultat global	412 965	256 070	517 207
Dont :			
- Part du Groupe	248 947	173 287	346 948
- Part des minoritaires	164 018	82 783	170 259
dont impôt sur juste valeur des instruments financiers	(609)	(1 753)	(5 472)

(1) Principalement variation du résultat global des titres mis en équivalence (dont conversion : respectivement 62,4 millions d'euros au 30 juin 2010, 44 millions d'euros au 30 juin 2009 et 17,8 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Le transfert de résultat global vers le résultat au cours de la période s'élève à 0,7 million d'euros.

VARIATION DE LA TRESORERIE CONSOLIDEE

	Jun 2010	Jun 2009	Décembre 2009
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	44 487	19 829	47 835
Part des intérêts minoritaires des activités poursuivies	66 272	28 074	54 471
Résultat net consolidé des activités poursuivies	110 759	47 903	102 306
Charges et produits sans effet sur la trésorerie :			
- élimination des amortissements et provisions	158 444	68 347	211 560
- élimination de la variation des impôts différés	5 159	4 412	257
- autres produits et charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité	(136 779)	6 668	(54 815)
- élimination des plus ou moins values de cession	1 013	(1 857)	5 796
Autres retraitements :			
- Coût net du financement	25 381	46 468	74 823
- Produits des dividendes reçus	(5 828)	(25 831)	(27 012)
- Charges d'impôts sur les sociétés	62 062	41 102	76 891
Dividendes reçus :			
- Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	19 505	20 045	27 785
- Dividendes reçus des sociétés non consolidées	5 721	3 816	27 577
Impôts sur les sociétés décaissés	(51 240)	(23 447)	(61 589)
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement :	(79 922)	39 615	70 575
- dont stocks et en-cours	(25 641)	(18 212)	(16 350)
- dont dettes	34 000	(47 371)	7 505
- dont créances	(88 281)	105 198	79 420
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles poursuivies	114 275	227 241	454 154
Flux d'investissement			
Décaissements liés à des acquisitions :			
- immobilisations corporelles	(84 751)	(60 967)	(181 045)
- immobilisations incorporelles	(7 758)	(52 502)	(86 297)
- titres et autres immobilisations financières	(50 905)	(92 011)	(155 670)
Encaissements liés à des cessions :			
- immobilisations corporelles	2 252	24 057	31 864
- immobilisations incorporelles	74	(76)	100
- titres	1 464	206	18 095
- autres immobilisations financières	1 344	43 459	85 001
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	196	(15 872)	(25 504)
Flux nets de trésorerie sur investissements des activités poursuivies	(138 084)	(153 706)	(313 456)
Flux de financement			
Décaissements :			
- dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 928)	(1 736)	(1 736)
- dividendes versés aux minoritaires nets des impôts de distribution	(18 560)	(18 064)	(24 631)
- remboursements des dettes financières	(266 719)	(428 059)	(589 069)
Encaissements :			
- augmentation des capitaux propres	3 070	16 918	40 505
- subventions d'investissements	0	936	1 192
- augmentation des dettes financières	222 575	325 761	594 282
Intérêts nets décaissés	(18 425)	(34 570)	(114 030)
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement des activités poursuivies	(79 987)	(138 814)	(93 487)
Incidence des variations de cours des devises	17 592	(644)	(3 507)
Variation de la trésorerie des activités poursuivies	(86 204)	(65 923)	43 704
Incidence des reclassements en activités abandonnées ⁽¹⁾	0	(2 449)	23 490
Trésorerie à l'ouverture ⁽²⁾	254 283	187 089	187 089
Trésorerie à la clôture ⁽²⁾	168 079	118 717	254 283

(1) Voir Note 24 - Activités abandonnées

(2) Voir Note 11 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Flux de l'activité :

- Les autres produits et charges sans incidence de trésorerie ou non liés à l'activité comprennent essentiellement le résultat des entités mises en équivalence.

- Le besoin en fonds de roulement (BFR) augmente de 80 millions d'euros par rapport à décembre 2009 :

- le BFR de l'activité Transport et Logistique hors Afrique augmente sensiblement de 42 millions d'euros en raison d'une progression de l'activité d'environ 13%, notable sur le 2ème trimestre. Il retrouve un niveau proche de 2008, après une forte diminution en 2009, liée au repli de l'activité ;
- le BFR de l'activité Distribution d'énergie augmente de 23 millions d'euros sur le premier semestre 2010. La hausse du BFR suit celle du prix des matières premières, rehaussé d'un stockage plus important sur le mois de juin ;
- le BFR des activités en Afrique reste quasi-stable sur le premier semestre 2010, enregistrant une légère diminution de 2 millions d'euros.

Flux d'investissements :

Les décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles concernent principalement l'activité Transport Afrique pour 63 millions d'euros. Ces investissements sont réalisés dans le cadre du développement des implantations du Groupe sur ce continent.

Les investissements en titres et autres immobilisations financières comprennent les investissements en titres pour un montant de 47 millions d'euros dont 26,3 millions d'euros liés à l'acquisition de titres Générali.

Flux de financements :

Les flux d'émissions et de remboursements d'emprunts comprennent essentiellement les mouvements liés à la gestion courante du financement du Groupe au niveau de Bolloré SA (émissions : 153 millions d'euros / remboursements : 154 millions d'euros) et au niveau de Financière de l'Odet (émissions : 30 millions d'euros / remboursements : 80 millions d'euros).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions ⁽¹⁾	Capital	Primes	Titres d'auto- contrôle	Juste valeur IAS 39	Réserves de conversion	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres au 31/12/2008	4 820 545	105 376	87 655	(84 348)	140 891	(71 026)	896 874	1 075 422	726 743	1 802 165
Transactions avec les actionnaires				(1 059)			8 819	7 760	(18 120)	(10 360)
Dividendes distribués							(1 736)	(1 736)	(18 931)	(20 667)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)				(1 059)			3 779	2 720	(2 720)	0
Variations de périmètre ⁽²⁾								0	1 054	1 054
Autres variations ⁽³⁾							6 776	6 776	2 477	9 253
Eléments du résultat global					136 181	26 455	10 651	173 287	82 783	256 070
Résultat de la période							13 278	13 278	25 239	38 517
Autres éléments du résultat global										
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées						(2 972)		(2 972)	(1 194)	(4 166)
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées					136 181	(1 737)		134 444	44 606	179 050
Autres variations du résultat global ⁽⁴⁾						29 427	(890)	28 537	14 132	42 669
Capitaux propres au 30/06/2009	4 820 545	105 376	87 655	(85 407)	277 072	(44 571)	916 344	1 256 469	791 406	2 047 875
Capitaux propres au 31/12/2009	4 820 545	105 376	87 655	(85 471)	443 620	(65 746)	942 637	1 428 071	898 089	2 326 160
Transactions avec les actionnaires				(353)			2 520	2 167	(11 994)	(9 827)
Dividendes distribués							(1 928)	(1 928)	(20 439)	(22 367)
Titres de l'entreprise consolidante (variation)				(353)			1 495	1 142	(1 142)	0
Variations de périmètre ⁽²⁾							(1 386)	(1 386)	7 620	6 234
Autres variations ⁽³⁾							4 339	4 339	1 967	6 306
Eléments du résultat global					131 988	74 306	42 653	248 947	164 018	412 965
Résultat de la période							44 487	44 487	66 272	110 759
Autres éléments du résultat global										
Variation des réserves de conversion des entités contrôlées						31 676		31 676	17 726	49 402
Variation de juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées					132 435	(1 834)		130 601	60 494	191 095
Autres variations du résultat global ⁽⁴⁾					-447	42 630		42 183	19 526	61 709
Capitaux propres au 30/06/2010	4 820 545	105 376	87 655	(85 824)	575 608	8 560	987 810	1 679 185	1 050 113	2 729 298

(1) Voir Note 12 - Capitaux propres

(2) Au 30 juin 2009, contribution des minoritaires aux augmentations de capital des sociétés intégrées et effet des entrées de périmètre.

Au 30 juin 2010, le montant de -1,4 million d'euros impactant les capitaux propres du Groupe correspond essentiellement au rachat par le Groupe de minoritaires Saga (suite à l'OPRO), aux variations de périmètre du groupe Socfinal et à l'acquisition de titres Bolloré par Odet. Conformément à l'application d'IFRS 3 révisée, ce type de transaction transite par les capitaux propres.

L'impact sur les minoritaires correspond principalement à la constatation des minoritaires de Tin Can Island Container Ltd pour +11 millions d'euros suite au changement de méthode de consolidatic de cette entité (passage de l'intégration proportionnelle à l'intégration globale), à l'acquisition des titres Bolloré par Odet pour -6 millions d'euros ainsi qu'à la contribution des minoritaires aux augmentations de capital des sociétés intégrées.

(3) Inclut principalement l'incidence des plans d'options de souscription d'actions Bolloré SA et des plans de souscription d'actions des filiales et participations.

(4) Principalement variation du résultat global des titres mis en équivalence (dont conversion : respectivement 62,4 millions d'euros et 44 millions d'euros au 30 juin 2010 et 2009).

ANNEXE**Note 1 : Principes comptables****A/ Faits marquants**

- Offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire sur les actions de la société Saga

Le Groupe Financière de l'Odet a acquis courant juin les actions non détenues de la société Saga, représentant 0,19 % du capital, au prix de 80 euros par action.

Cette opération est sans effet significatif sur les capitaux propres du Groupe.

- Ventes à terme Vallourec

Le Groupe qui détient au 30 juin 2010, 5,27% de Vallourec, a couvert au premier semestre 2010 environ 65% de sa participation au cours de 137 euros par des ventes à terme livrables en titres ou en espèces venant à échéance en mai 2011.

Les titres couverts par ces ventes ont fait l'objet d'un nantissement.

Les ventes à terme ont été qualifiées comptablement de couverture de juste valeur à compter de leur date de mise en place.

Voir note 18 - autres passifs courants et note 22 - résultat financier.

- Cession de Socfinal

Le groupe Socfinal, poursuivant le recentrage de son activité sur la production de caoutchouc et d'huile de palme, a cédé en mars 2010 la plantation de café qu'il détenait au Kenya pour 67 millions de dollars, soit 49 millions d'euros. L'impact de cette cession dans le résultat du Groupe s'élève à 6,8 millions d'euros.

B/ Principes comptables et méthodes d'évaluation**B.1/ Base de préparation de l'information financière**

En application du règlement européen N° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 - Information financière intermédiaire. Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2009 et décrits dans la note 1 de l'annexe, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34, et des éléments présentés au paragraphe B4 - Evolutions normatives.

Les comptes consolidés semestriels du Groupe sont établis conformément au référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 30 juin 2010 (consultable à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission). Ce référentiel comprend les normes comptables internationales et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC) et par son prédécesseur, le Standard Interpretation Committee (SIC).

B.2/ Recours à des estimations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34 amène la Direction à recourir à des hypothèses et à des estimations dans la mise en oeuvre des principes comptables pour valoriser des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges pour la période présentée.

Si des événements survenus au cours du premier semestre requièrent une révision des estimations ou hypothèses retenues pour l'exercice précédent, ceux-ci sont mentionnés dans les notes ci-après.

B.3/ Informations relatives à l'entreprise

Financière de l'Odet est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est à Odet, 29 500 Ergué Gabéric. Le siège administratif se situe 31-32 Quai de Dion-Bouton, 92 811 Puteaux. La Société est cotée à Paris.

Les comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 31 Août 2010.

B.4/ Evolutions normatives

1. Nouvelles normes applicables à compter de 2010

Les nouveaux textes appliqués en 2010, et impactant les états financiers du Groupe sont décrits ci-dessous :

- Révisions d'IFRS 3 " Regroupements d'entreprises " et d'IAS 27 " Etats financiers consolidés et individuels "

Ces normes revoient les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêt dans les filiales après obtention du contrôle. Ces révisions sont d'application prospective et constituent un changement de méthode comptable.

Les principaux impacts de ces normes sont les suivants :

- les variations d'intérêt dans une filiale, n'entraînant pas de perte de contrôle, sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres,
- les variations d'intérêt dans une filiale, entraînant la perte de contrôle, imposent la comptabilisation d'une plus-value (y compris sur les titres conservés); ces derniers étant réévalués à la juste valeur en contrepartie du résultat,
- ces normes permettent également d'opter, lors de chaque regroupement, pour la comptabilisation d'un *goodwill* complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un *goodwill* partiel (basé sur le pourcentage d'intérêt acquis),
- les coûts liés à un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charge.

L'application de ces normes par le Groupe n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2010 (voir variation des capitaux propres consolidés et note 4 - *Goodwill*).

D'autre part, les nouveaux textes suivants, applicables dès 2010, sont sans impact sur les états financiers du Groupe :

- IFRIC 12 " Accords de concession de services "

L'interprétation IFRIC 12 est appliquée aux contrats de concession ayant simultanément les caractéristiques suivantes :

- la prestation liée au contrat revêt la nature de service public ;
- le concédant contrôle ou régule les services fournis, et fixe notamment le tarif de la prestation ;
- les infrastructures reviennent au concédant à l'issue du contrat.

IFRIC 12 énonce les principes généraux de comptabilisation et d'évaluation des obligations et des droits correspondants, relatifs aux accords de concession de services.

Le Groupe considère que les concessions qu'il opère ne relèvent pas de l'interprétation IFRIC 12, car, pour toutes ces concessions, les tarifs sont fixés par le concessionnaire, et non par le concédant. Son application n'a donc aucun impact sur les états financiers du Groupe.

- IFRIC 17 " Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires "

Ce texte précise le traitement comptable de la distribution de dividendes en nature, et plus précisément la date de comptabilisation, le mode d'évaluation et la classification comptable de l'opération.

- IFRIC 18 " Transferts d'actifs des clients "

Ce texte s'applique à la comptabilisation de transferts de certains actifs reçus des clients dans le but de connecter les clients à un réseau, ou bien de permettre aux clients d'accéder à la fourniture de biens ou de services.

- Amendement à IAS 39 " Eléments couverts éligibles "

Cet amendement fournit des précisions sur les éléments pouvant être désignés comme éléments couverts; ce texte précise notamment que la valeur temps ne doit pas être prise en compte dans une relation de couverture et spécifie que l'inflation ne peut être désignée comme élément couvert que dans certaines conditions.

- Amendement à IFRS 2 " Transactions intra-groupes dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie "

Cet amendement a pour objet de clarifier le traitement comptable du paiement fondé sur des actions, réglé en trésorerie, dans le cadre de certains accords. Selon ces accords, la filiale reçoit des biens ou des services de la part d'employés ou de fournisseurs, la société mère ou une autre entité du Groupe effectuant le paiement.

2. Normes d'application obligatoire à compter de 2010 mais non encore adoptées par l'Union Européenne

Néant

3. Normes et interprétations non anticipées

Les états financiers du Groupe n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2010 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices ouverts à partir du 1er juillet 2010 et postérieurement, qu'elles soient ou non adoptées par l'Union Européenne à la date de publication des comptes.

- Amendement à IFRIC 14 " Paiements anticipés des exigences de financement minimal "

Ce texte constitue un amendement à IFRIC 14 "IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction", interprétation relative à la norme IAS 19 "Avantages au personnel".

Cet amendement s'applique aux entités soumises aux exigences de financement minimal et qui effectuent un paiement anticipé au titre des contributions destinées à satisfaire certaines exigences. Ce texte permet aux entités concernées de comptabiliser ce versement anticipé comme un actif.

- Version révisée d'IAS 24 "Informations relatives aux parties liées"

La révision d'IAS 24 simplifie les dispositions relatives à l'information à fournir concernant les entités liées à une administration publique. Elle clarifie également la définition d'une partie liée.

- Amendement à IAS 32 " Classement des droits de souscriptions émis "

Cet amendement porte sur les droits de souscription émis et libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur.

Ce texte requiert que, lorsque certaines conditions sont remplies, ces droits de souscription soient classés en capitaux propres, quelle que soit la devise dans laquelle le prix d'exercice est libellé. Jusqu'à présent, ces droits de souscription étaient comptabilisés en instruments dérivés, au passif.

- IFRIC 19 " Extinction des passifs financiers avec des instruments de capitaux propres "

Cette interprétation précise le traitement comptable à appliquer lors d'un remboursement de passifs financiers par émission d'actions.

Ce texte indique, que l'écart entre la valeur nette comptable du passif financier et le montant de la contrepartie payée pour son extinction, doit être comptabilisé en résultat.

- IFRS 9 "Instruments financiers" (phase 1 : classification et évaluation des actifs financiers)

Cette norme a pour objectif d'améliorer la comparabilité et de faciliter la compréhension des états financiers. Elle constitue le premier volet de la réforme de la norme IAS 39 sur les instruments financiers et elle porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers.

Le nombre de catégories d'actifs financiers a été réduit à deux (contre quatre précédemment) et l'évaluation se fait désormais soit à la juste valeur par résultat (avec option juste valeur par capitaux propres uniquement pour les actifs stratégiques), catégorie par défaut, soit au coût amorti sous conditions d'accès. Ainsi, pour déterminer si un actif doit être évalué au coût amorti, il convient de se référer au modèle de management de l'entité, ainsi qu'aux caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie attachés à l'actif financier. Si l'objectif est de recevoir des flux constituant uniquement le remboursement de capital et le paiement d'intérêts, l'actif doit être évalué au coût amorti.

Note 2 : Principales variations de périmètre

1^{er} semestre 2010

Entrées de périmètre - Entités intégrées globalement

Transport et Logistique

Suite au règlement du litige "Progosa" au Togo, le Groupe a recouvré la propriété des titres des entités Togolaises SE2M et SE3M au cours de l'exercice 2009. Les sociétés sont consolidées en intégration globale à compter du 1er janvier 2010.

Note 3 : Comparabilité des comptes

Aux variations de périmètre du premier semestre et aux modifications de présentation détaillées ci-dessous près, les comptes du premier semestre 2010 sont comparables à ceux de l'exercice 2009 et du premier semestre 2009.

Changement de présentation du crédit d'impôt recherche

Le crédit d'impôt recherche est classé dans les comptes semestriels au 30 juin 2010 dans la ligne "Autres produits opérationnels" du compte de résultat consolidé, alors qu'il figurait dans les comptes consolidés du 30 juin 2009 et du 31 décembre 2009 dans la ligne "Impôts sur les résultats".

Les montants de crédit d'impôt recherche s'élèvent respectivement à 8,3 millions d'euros au 30 juin 2010, 2,9 millions d'euros au 30 juin 2009 et 7,6 millions d'euros au 31 décembre 2009. Ces montants étant considérés comme non significatifs au regard des comptes consolidés, les états financiers comparatifs n'ont pas été retraités.

Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1^{er} janvier 2010

Comme précisé dans le rapport annuel 2009 (Note 1/B 4 - Principes comptables et méthodes d'évaluation, Nouvelle réglementation fiscale en France applicable au 1^{er} janvier 2010), la loi de finance pour 2010, a supprimé la taxe professionnelle pour la remplacer par la contribution économique territoriale (CET).

La CET se compose de deux éléments :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE), assise sur les valeurs locatives foncières de l'ancienne taxe professionnelle (TP). Cette cotisation doit être classée tout comme la TP, en charge opérationnelle,
- la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux. Selon le Conseil National de la Comptabilité, la CVAE peut être qualifiée dans les comptes consolidés, par chaque groupe, d'impôt ou de charge opérationnelle. Le Groupe, considérant que le mode de calcul de la CVAE la rapproche des définitions fournies par IAS 12, a décidé de classer cette composante en impôt. En conséquence, la CVAE figure dans la ligne " Impôts sur les résultats " dans les comptes semestriels.

Les montants relatifs à la CVAE s'élèvent à 4,4 millions d'euros au 30 juin 2010.

La CVAE étant une nouvelle taxe, les états financiers des périodes comparatives n'ont pas à être retraités.

Application d'IFRS 5 " Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées "

Le Groupe a cédé en juillet 2009 son activité Papiers à cigarettes et impressions minces. Cette activité constituant une branche d'activité à part entière, conformément à la norme IFRS 5, le résultat de cette activité est présenté en "résultat net des activités abandonnées" au 31 décembre 2009 ainsi qu'au 30 juin 2009.

Saisonnalité de l'activité

Les chiffres d'affaires et résultats opérationnels ont un caractère saisonnier, les activités Transport et logistique, Distribution d'énergie et Industrie étant plus soutenues sur le dernier trimestre de l'année civile. Ce phénomène est toutefois d'amplitude variable selon les années.

Conformément aux principes comptables IFRS, le chiffre d'affaires est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle.

NOTES SUR LE BILAN**Note 4 - Goodwill**

Evolution des goodwill

(en milliers d'euros)

Au 31/12/2009	979 786
Acquisition	429
Cession	(899)
Variation de change	9 227
Autres	(426)
Au 30/06/2010	988 117

Ventilation par secteur opérationnel.

(en milliers d'euros)

	30/06/2010	31/12/2009
Transport et logistique	891 289	883 194
Distribution d'énergie	56 720	55 941
Industrie	10 451	10 451
Autres activités	29 657	30 200
Total	988 117	979 786

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les goodwill font l'objet chaque année à la clôture de tests de valeur et dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation. Aucun indice de perte de valeur n'ayant été constaté au 30 juin 2010, aucun test de dépréciation n'a été effectué à cette date.

L'application d'IFRS 3 révisée n'a pas eu d'impact sur les goodwill au 30 juin 2010.

Note 5 - Immobilisations incorporelles

Evolution en 2010

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2010
Concessions, brevets, frais de recherche	221 813	3 370	(20)	82	446	534	226 225
Fonds commerciaux	70 210	158	0	0	1 775	(33)	72 110
Autres	75 106	6 699	(20)	21	1 170	1 579	84 555
Valeurs brutes	367 129	10 227	(40)	103	3 391	2 080	382 890

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2010
Concessions, brevets, frais de recherche	(67 345)	(16 536)	193	(89)	(161)	3	(83 935)
Fonds commerciaux	(38 756)	(246)	10	0	(208)	112	(39 088)
Autres	(37 893)	(2 488)	20	(21)	(716)	69	(41 029)
Amortissements et provisions	(143 994)	(19 270)	223	(110)	(1 085)	184	(164 052)
Valeurs nettes	223 135	(9 043)	183	(7)	2 306	2 264	218 838

Note 6 - Immobilisations corporelles

Evolution en 2010

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Acquisitions	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2010
Terrains	54 904	179	0	91	920	(2 014)	54 080
Constructions	684 013	3 688	(771)	4 248	11 214	5 887	708 279
Installations techniques, matériels	611 446	17 582	(7 477)	12 638	9 122	8 390	651 701
Autres	521 316	23 739	(4 615)	3 687	16 637	7 114	567 878
Immobilisations en-cours	51 599	28 812	0	10 636	4 206	(20 172)	75 081
Avances, acomptes	15 167	1 673	0	11	0	(531)	16 320
Valeurs brutes	1 938 445	75 673	(12 863)	31 311	42 099	(1 326)	2 073 339

Amortissements et provisions (en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2010
Terrains	(7 150)	(259)	0	(48)	(56)	0	(7 513)
Constructions	(254 234)	(12 920)	841	(2 735)	(3 119)	18	(272 149)
Installations techniques, matériels	(378 498)	(23 423)	7 177	(3 146)	(5 055)	224	(402 721)
Autres	(311 080)	(27 385)	4 316	(650)	(10 189)	317	(344 671)
Immobilisations en-cours	(1 286)	0	0	0	0	0	(1 286)
Avances, acomptes	(101)	0	0	0	0	0	(101)
Amortissements et provisions	(952 349)	(63 987)	12 334	(6 579)	(18 419)	559	(1 028 441)
Valeurs nettes	986 096	11 686	(529)	24 732	23 680	(767)	1 044 898

Les investissements sont détaillés par secteur opérationnel dans la note 19 - informations sur les secteurs opérationnels.

Note 7 - Titres mis en équivalence

(en milliers d'euros)

Au 31/12/2009	970 778
Variation du périmètre de consolidation	(2 174)
Quote-part de résultat	145 948
Autres mouvements ⁽¹⁾	36 163
Au 30/06/2010	1 150 715

(1) Dont (25,8) millions d'euros au titre des dividendes, et 61,7 millions d'euros au titre de la conversion (dont Havas pour 28,9 millions d'euros, Socfindo pour 23,4 millions d'euros et Aegis pour 7,3 millions).

Valeur consolidée des principales sociétés mises en équivalence

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2010		Au 31/12/2009	
	Quote part de Résultat	Valeur de mise en équivalence	Quote part de Résultat	Valeur de mise en équivalence
Aegis ⁽¹⁾	5 943	364 310	30 014	358 860
Havas ⁽²⁾	99 817	514 146	33 389	396 865
Groupe Socfinal ⁽³⁾	39 868	230 424	7 328	173 596
Euro Media group	(5)	34 645	1 494	34 687
Autres	325	7 190	209	6 770
TOTAL	145 948	1 150 715	72 434	970 778

Evaluation des titres mis en équivalence

Conformément à la norme IAS 28, la valeur des participations mises en équivalence est testée à la date de clôture dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation.

La valeur d'utilité des participations est calculée à partir d'une analyse multicritère intégrant la valeur boursière, des flux de trésorerie futurs actualisés, des comparables boursiers.

Ces méthodes sont confrontées aux objectifs de cours déterminés par les analystes financiers pour les titres cotés.

Les valeurs d'utilité des participations dans Havas et Aegis ont été recalculées au 30 juin 2010.

Concernant Aegis, la valeur consolidée est inférieure à la valeur recouvrable, aucune dépréciation n'a été reconnue au cours du semestre.

Concernant Havas, la revue de la valeur recouvrable a conduit à reconnaître une reprise de dépréciation à hauteur de 85,4 millions d'euros.

(1) Aegis

Aegis est une société cotée à la bourse de Londres qui établit des comptes consolidés conformes au référentiel IFRS.

Le Groupe Financière de l'Odet détient au 30 juin 2010, 28,91% du groupe Aegis (29,04% au 31 décembre 2009).

Au 30 juin 2010, la valeur consolidée de la participation s'élève à 364,3 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant au Groupe (sur la base de données provisoires) s'élève à 5,9 millions d'euros.

La valeur de marché de la participation s'élève à 441 millions d'euros au cours spot au 30 juin 2010.

(2) Havas

Havas est une société cotée qui établit des comptes consolidés conformes au référentiel IFRS.

Le Groupe Financière de l'Odet détient au 30 juin 2010, 32,89 % du capital du groupe Havas (32,93 % au 31 décembre 2009).

Le Groupe, au regard des normes IFRS, ne détenant pas le contrôle d'Havas, cette participation est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés. Au cours du premier semestre, aucun événement n'est venu modifier l'appréciation de l'influence notable concernant la participation dans le groupe Havas.

Au 30 juin 2010, la valeur consolidée de la participation s'élève à 514,1 millions d'euros et la quote-part de résultat revenant au Groupe est de 99,8 millions d'euros (sur la base de données provisoires) après reprise de dépréciation de 85,4 millions d'euros.

La valeur de marché de la participation s'établit à 514,1 millions d'euros au cours spot au 30 juin 2010.

(3) Socfinal

Dont plus-value de cession sur Socfinal de 6,8 millions d'euros.

Note 8 - Autres actifs financiers

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2010				
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	dont non courant	dont courant
Actifs disponibles à la vente	1 918 788	(268 225)	1 650 563	1 650 562	1
Actifs à la juste valeur par résultat	6 723	0	6 723	6 723	0
Prêts, créances, dépôts et obligations	80 767	(38 066)	42 701	42 001	700
Total	2 006 278	(306 291)	1 699 987	1 699 286	701

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009				
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	dont non courant	dont courant
Actifs disponibles à la vente	1 685 432	(192 043)	1 493 389	1 491 611	1 778
Actifs à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0
Prêts, créances, dépôts et obligations	70 017	(37 077)	32 940	32 405	535
Total	1 755 449	(229 120)	1 526 329	1 524 016	2 313

Détail des variations de la période

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009 Valeur nette	Acquisitions ⁽¹⁾	Cessions	Variation juste valeur ⁽²⁾	Dépréciation constatée en résultat ⁽³⁾	Autres mouvements ⁽⁴⁾	Au 30/06/2010 Valeur nette
Actifs disponibles à la vente	1 493 389	49 426	(1 513)	201 703	(92 615)	173	1 650 563
Actifs à la juste valeur par résultat	0	0	0	6 723	0	0	6 723
Prêts, créances, dépôts et obligations	32 940	3 823	(1 384)	0	(220)	7 542	42 701
Total	1 526 329	53 249	(2 897)	208 426	(92 835)	7 715	1 699 987

(1) Dont acquisition de titres Generali pour 26,3 millions d'euros chez Financière du Perquet et versement du dividende Vallourec en actions pour 11,9 millions d'euros chez Compagnie de Cornouaille.

(2) Essentiellement Sofibol, Vallourec et Financière V.

(3) Essentiellement dépréciation des titres Mediobanca pour 92,4 millions d'euros.

(4) Dont variation de change pour 2,5 millions d'euros.

Actifs à la juste valeur par résultat

Les actifs à la juste valeur par résultat comprennent essentiellement des instruments financiers dérivés.

Voir note 16 - endettement financier.

Actifs disponibles à la vente**Détail des principaux titres :**

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2010		Au 31/12/2009	
	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable	Pourcentage de détention	Valeur nette comptable
Sociétés				
Vallourec	5,27	438 318	5,22	379 951
Mediobanca	4,99	264 896	4,99	357 567
Generali	0,12	26 383		
Gaumont	9,57	19 420	9,57	15 945
BigBen Interactive	13,33	12 903	10,98	10 321
Harris Interactive	14,79	6 943	14,90	6 639
Premafin	1,68	6 097	0,59	2 592
Autres titres cotés	-	2 465	-	3 019
Sous total titres cotés		777 425		776 034
Sofibol ^{(1) (2)}	48,95	456 322	48,95	369 658
Financière V ^{(1) (2)}	49,69	237 250	49,69	192 334
Omnium Bolloré ^{(1) (2)}	48,84	119 800	48,84	97 143
Autres titres non cotés		59 766	-	58 220
Sous total titres non cotés		873 138		717 355
Total		1 650 563		1 493 389

Les titres de participation cotés sont évalués au cours de bourse (voir note 27 - informations sur les instruments financiers et la gestion des risques).

Les titres de participation non cotés concernent principalement les participations du Groupe dans Omnium Bolloré, Sofibol et Financière V, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

Au 30 juin 2010, une moins-value temporaire a été reconnue directement en capitaux propres au titre des réévaluations des actifs financiers disponibles à la vente sur les titres Premafin pour un montant de (0,9) million d'euros ; cette moins-value est considérée comme ni significative ni durable.

(1) Sofibol, Financière V, Omnium Bolloré

Le Groupe Financière de l'Odet détient directement et indirectement des participations dans Omnium Bolloré, Financière V et Sofibol, holdings intermédiaires de contrôle du Groupe.

Ces titres font l'objet d'une valorisation basée sur la valeur par transparence correspondant à la moyenne des 3 méthodes décrites ci-dessous :

- du cours de bourse de Bolloré,

- du cours de bourse de Financière de l'Odet,

- des capitaux propres consolidés de Financière de l'Odet.

La valeur globale de ces participations estimée à partir du seul cours de bourse de Financière de l'Odet serait supérieure de 9,3 millions d'euros à la valeur ainsi calculée, cette valeur globale restant supérieure à leur coût d'acquisition.

(2) Malgré sa participation dans les sociétés Sofibol (48,95%), Omnium Bolloré (48,84%) et Financière V (49,69%), le Groupe Financière de l'Odet ne détient pas d'influence notable sur ces participations car les actions détenues sont privées de droit de vote en raison du contrôle exercé directement et indirectement par ces sociétés sur le Groupe.

Note 9 - Stocks et en-cours

L'évolution de la valeur nette des stocks et en-cours sur le premier semestre 2010 s'explique essentiellement par la prise en compte de la valorisation des stocks de produits pétroliers du secteur Distribution d'énergie au 30 juin 2010.

Note 10 - Clients et autres débiteurs

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2010			Au 31/12/2009		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	1 343 405	(71 174)	1 272 231	1 288 128	(66 339)	1 221 789
Créances sociales et fiscales d'exploitation	19 817	(494)	19 323	12 751	(472)	12 279
Fournisseurs débiteurs	105 671	(436)	105 235	102 532	(448)	102 084
Comptes courants actifs	54 700	(18 803)	35 897	68 154	(20 293)	47 861
Autres créances d'exploitation	153 680	(5 553)	148 127	111 142	(5 568)	105 574
Autres créances	18 029	(2 386)	15 643	12 097	(1 878)	10 219
Total	1 695 302	(98 846)	1 596 456	1 594 804	(94 998)	1 499 806

Note 11 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2010			Au 31/12/2009		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Disponibilités	286 270	(170)	286 100	336 889	(177)	336 712
Équivalents de trésorerie	96 943	(382)	96 561	80 764	(382)	80 382
Conventions de trésorerie - actif	0	0	0	0	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	383 213	(552)	382 661	417 653	(559)	417 094
Conventions de trésorerie - passif	(61 441)	0	(61 441)	(45 243)	0	(45 243)
Concours bancaires courants	(153 141)	0	(153 141)	(117 568)	0	(117 568)
Trésorerie Nette	168 631	(552)	168 079	254 842	(559)	254 283

Note 12 - Capitaux propres

Au 30 juin 2010, le capital social de Financière de l'Odet s'élève à 105 375 840 euros, divisé en 6 585 990 actions ordinaires d'un nominal de 16 euros chacune et entièrement libérées. Au cours de la période close, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'est élevé à 4 820 545 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'est élevé à 4 820 545 actions.

Evolution du capital

Aucune évolution du capital de la société mère n'a été constatée au cours du premier semestre 2010.

Les événements affectant ou pouvant affecter le capital social de Financière de l'Odet sont soumis à l'accord de l'Assemblée générale des actionnaires.

Le Groupe suit en particulier l'évolution du ratio endettement net / capitaux propres totaux.

L'endettement net utilisé est présenté en note 16 - endettement financier.

Les capitaux propres utilisés sont ceux présentés dans le tableau de variation des capitaux propres des états financiers.

Dividendes distribués par la société mère

Le montant total des dividendes payés par la société mère est de 2 634 milliers d'euros, soit 0,40 euro par action au titre de l'exercice 2009.

Titres d'autocontrôle

Au 30 juin 2010, le nombre d'actions d'autocontrôle détenues par la société Financière de l'Odet et ses filiales s'élève à 1 765 445 actions.

Résultat par action

Le tableau ci-dessous fournit le détail des éléments utilisés pour calculer les résultats par action de base et dilué présentés au pied du compte de résultat.

	Juin 2010	Juin 2009	Décembre 2009
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	44 487	13 278	40 452
Résultat net part du Groupe, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	44 487	13 278	40 452
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - de base	44 487	19 829	47 835
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies, utilisé pour le calcul du résultat par action - dilué	44 487	19 829	47 835
Nombre de titres émis	6 585 990	6 585 990	6 585 990
Nombre de titres d'autocontrôle	(1 765 445)	(1 765 445)	(1 765 445)
Nombre de titres en circulation	4 820 545	4 820 545	4 820 545
Plan d'options de souscription d'actions	0	0	0
Nombre de titres émis et potentiels	4 820 545	4 820 545	4 820 545
Nombre moyen pondéré de titres en circulation - de base	4 820 545	4 820 545	4 820 545
Nombre moyen pondéré de titres dilutifs résultant de l'exercice d'options de souscription	0	0	0
Nombre moyen pondéré de titres en circulation et potentiels - après dilution	4 820 545	4 820 545	4 820 545

Note 13 - Provisions pour risques et charges

	Au 31/12/2009	Augmentations	Diminutions		Variations de	Autres	Variations de	Au 30/06/2010
<i>(en milliers d'euros)</i>			avec utilisation	sans utilisation	périmètre	mouvements	change	
Provisions pour litiges	5 635	4 225	(1 732)	(558)	114	(504)	235	7 415
Autres provisions pour risques	7 176	1 803	(261)	(280)	0	(85)	167	8 520
Restructurations	2 561	566	(1 035)	(59)	0	(241)	59	1 851
Autres provisions pour charges	8 874	2 412	(824)	(1 948)	(14)	(119)	39	8 420
Total provisions à moins d'un an	24 246	9 006	(3 852)	(2 845)	100	(949)	500	26 206
Provisions pour litiges	24 082	2 271	(1 691)	(1 299)	261	490	389	24 503
Provisions pour risques filiales	7 516	420	0	(25)	(1 471)	(1)	12	6 451
Autres provisions pour risques	58 960	2 023	(2 563)	(2 597)	23	623	383	56 852
Provisions pour impôts	21 439	286	(18 388)	(1)	0	(1)	25	3 360
Obligations contractuelles	5 339	267	0	(1)	0	(1)	10	5 614
Restructurations	2 412	275	(957)	(56)	0	0	11	1 685
Autres provisions pour charges	8 964	252	(15)	(227)	15	868	360	10 217
Total autres provisions	128 712	5 794	(23 614)	(4 206)	(1 172)	1 978	1 190	108 682
Total	152 958	14 800	(27 466)	(7 051)	(1 072)	1 029	1 690	134 888

Impact (net des charges encourues) au compte de résultat au cours du premier semestre 2010

	Dotations	Reprises sans utilisation	Impact net
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Résultat opérationnel	(14 094)	7 025	(7 069)
Résultat financier	(420)	25	(395)
Charge d'impôt	(286)	1	(285)
Total	(14 800)	7 051	(7 749)

Note 14 - Engagements envers le personnel

Les engagements envers le personnel ont été mis à jour au 30 juin 2010 par extrapolation des calculs au 31 décembre 2009.

Les données démographiques du 31 décembre 2009 ont été mises à jour des départs en retraite prévus sur 2010 et des effets des variations de périmètre.

Les cours de change et le taux d'actualisation ont été mis à jour, les autres hypothèses ont été conservées.

1/ Actifs et passifs comptabilisés au bilan :

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2010			Au 31/12/2009		
	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
Valeur actualisée des obligations (régimes non financés)	76 386	20 483	96 869	69 313	19 468	88 781
Valeur actualisée des obligations (régimes financés)	46 732	0	46 732	42 733	0	42 733
Ecart actuariel non comptabilisés	(8 428)	0	(8 428)	(4 579)	0	(4 579)
Juste valeur des actifs du régime	(28 398)	0	(28 398)	(25 915)	0	(25 915)
Coût des services passés non comptabilisés	(2 574)	0	(2 574)	(2 634)	0	(2 634)
Montant net au bilan des engagements envers le personnel	83 718	20 483	104 201	78 918	19 468	98 386

2/ Composantes de la charge :

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2010			Au 30/06/2009		
	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
Coût des services rendus	(2 747)	(826)	(3 573)	(2 525)	(868)	(3 393)
Charges d'intérêt	(3 031)	(529)	(3 560)	(2 563)	(429)	(2 992)
Rendement attendu des actifs du régime	695	0	695	502	0	502
Coût des services passés	(60)	0	(60)	530	0	530
Montant des gains et pertes actuariels reconnus	0	(534)	(534)	2	(172)	(170)
Coûts des engagements envers le personnel des activités poursuivies	(5 143)	(1 889)	(7 032)	(4 054)	(1 469)	(5 523)
Coûts des engagements envers le personnel des activités abandonnées	0	0	0	(385)	(62)	(447)
Coûts des engagements envers le personnel des activités totales	(5 143)	(1 889)	(7 032)	(4 439)	(1 531)	(5 970)

3/ Mouvements sur le passif / actif net comptabilisés au bilan :

- Evolution de la provision

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
Au 31/12/2009	78 918	19 468	98 386
Augmentation	5 143	1 889	7 032
Diminution	(3 261)	(1 169)	(4 430)
Ecart de conversion	1 798	310	2 108
Autres mouvements	1 120	(15)	1 105
Au 30/06/2010	83 718	20 483	104 201

4/ Hypothèses d'évaluation :

Les taux d'actualisation, déterminés par pays ou zone géographique, sont obtenus pour les engagements significatifs par référence au taux de rendement des obligations privées de première catégorie (de maturité équivalente à la durée des régimes évalués).

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements, sont les suivantes :

(en pourcentage)	France	Royaume-Uni	Autres
Au 30/06/2010			
Taux d'actualisation	4,60%	5,70%	4,60%
Rendement attendu des actifs	4,00%	6,25%	4,00%
Augmentation des salaires (*)	2,50%	3,90%	2,50%
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,51%	-	3,51%
Au 31/12/2009			
Taux d'actualisation	5,00%	5,60%	5,00%
Rendement attendu des actifs	4,00%	6,25%	4,00%
Augmentation des salaires (*)	2,50%	3,90%	2,50%
Augmentation du coût des dépenses de santé	3,51%	-	3,51%

(*) inflation comprise

Note 15 - Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Pour les sociétés intégrées, aucun nouveau plan n'a été accordé au cours du premier semestre 2010.

Les charges relatives à IFRS 2 constatées sur la période s'élevaient à 7,3 milliers d'euros, elles correspondent à la prise en compte d'un semestre supplémentaire d'acquisition de droits pour les plans en vigueur au 31 décembre 2009.

Les modalités d'attribution de ces options sont détaillées dans les notes annexes aux états financiers au 31 décembre 2009 du Groupe Financière de l'Odet.

Les modalités de comptabilisation de ces plans n'ont pas été modifiées sur le semestre.

Note 16 - Endettement financier

Endettement financier net :

(en milliers d'euros)	Au 30/06/2010	dont courant	dont non courant
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0
Autres emprunts obligataires	561 289	465 961	95 328
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 605 258	545 918	1 059 340
Autres emprunts et dettes assimilées	279 637	234 371	45 266
Passifs à la juste valeur en résultat	2 035	0	2 035
Endettement financier brut	2 448 219	1 246 250	1 201 969
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	(382 661)	(382 661)	0
Dépôt de garantie en trésorerie	0	0	0
Actifs en juste valeur ⁽²⁾	(6 723)	0	(6 723)
Endettement financier net	2 058 835	863 589	1 195 246

Au 31/12/2009	dont courant	dont non courant
0	0	0
544 950	463 859	81 091
1 647 497	579 911	1 067 586
214 720	174 798	39 922
13 980	0	13 980
2 421 147	1 218 568	1 202 579
(417 094)	(417 094)	0
0	0	0
(1 778)	(1 778)	
2 002 275	799 696	1 202 579

(1) Trésorerie et équivalents de trésorerie - Voir note 11

(2) Voir paragraphe ci-dessous " Actifs et passifs à la juste valeur "

Principales caractéristiques des éléments de l'endettement financier

I-Analyse des passifs financiers par catégorie

1- Passifs au coût amorti

A - Autres emprunts obligataires

(en milliers d'euros)	30/06/2010	31/12/2009
Valeur ⁽¹⁾	561 289	544 950

(1) . Emis par Bolloré : solde au 30 juin 2010 : 101,3 millions d'euros - solde au 31 décembre 2009 : 84,9 millions d'euros.
Variation de +16,4 millions d'euros essentiellement liée au change USD/EUR sur emprunt obligataire en dollars américains.

Le 22 décembre 2006, Bolloré a emprunté sous forme de placement privé 123 millions de dollars américains, répartis en trois tranches :

- la première tranche est à taux variable (libor + 1 %) pour un montant de 50 millions de dollars américains, remboursable en 2013 et émise à 98 % de la valeur nominale avec une prime de remboursement de 1 million de dollars ;
- la deuxième tranche est à taux fixe (6,32 %) pour un montant de 40 millions de dollars sur une durée de dix ans ;
- la troisième tranche est à taux fixe (6,42 %) pour un montant de 33 millions de dollars sur une durée de douze ans.

Cet emprunt fait l'objet d'une couverture mixte de taux et de change (*Currency and Interest Rate Swap*) échangeant les intérêts initiaux contre du taux fixe en euros, soit 2,925% pour la première tranche, 3,26% pour la deuxième tranche et 4,19% pour la dernière tranche. Le principal est remboursé en dollars américains sur la base d'un cours de 1 euro = 1,3192 dollar américain.

Emis par Financière de l'Odet : solde au 30 juin 2010 : 460 millions d'euros / solde au 31 décembre 2009 : 460 millions d'euros

Un emprunt obligataire a été émis pour un montant total de 460 millions d'euros, la première tranche a été libérée en août 2001 pour 200 millions d'euros, et la seconde tranche a été libérée en septembre 2001 pour 260 millions d'euros. Cet emprunt obligataire porte intérêts à taux variable Euribor 12 mois majoré de 1,15% et venait à échéance en 2006. L'échéance initiale a été reportée au 27 août 2010 par une Assemblée générale d'obligataires qui a modifié le taux variable à Euribor 12 mois majoré de 1,20 % à compter du 27 août 2003.

Le taux d'intérêt relatif à la période du 27 août 2002 au 27 août 2003 s'élève à 4,68%. Pour la période du 27 août 2003 au 27 août 2005, le taux d'intérêt était de 3,51%, du 27 août 2005 au 27 août 2007 le taux d'intérêts est de 3,41%. Le taux d'intérêt de la période du 27 Août 2007 au 27 Août 2008 est de 5,99%, calculé sur la base de l'Euribor 12 mois.

Une tranche de 160 millions d'euros avait fait l'objet d'un swap de taux pour passer à taux fixe du 26 août 2003 au 26 août 2006, soit un taux de 3,78% majoré de 1,20%.

B - Emprunts auprès des établissements de crédit

	30/06/2010	31/12/2009
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Valeur ⁽¹⁾	1 605 258	1 647 497

(1) - Dont lignes de crédit syndiqué tirées de 350 millions d'euros au 30 juin 2010 et 300 millions d'euros au 31 décembre 2009 dans le cadre d'un programme de ligne de financement dont l'échéance est 2014.

- Dont 173 millions d'euros au 30 juin 2010 et 164 millions d'euros au 31 décembre 2009 au titre d'un programme de mobilisation de créances.

- Dont 278 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 500 millions d'euros maximum (341,5 millions d'euros au 31 décembre 2009).

- Dont 200 millions d'euros de financement garantis par des nantissements de titres. (voir note 34 - Engagements donnés du rapport annuel 2009).

C - Autres emprunts et dettes assimilées

	30/06/2010	31/12/2009
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Valeur ⁽¹⁾	279 637	214 720

(1) Comprend principalement des concours bancaires courants pour un montant de 153 millions d'euros au 30 juin 2010 et 118 millions d'euros au 31 décembre 2009.

2 - Actifs et passifs à la juste valeur

	30/06/2010	31/12/2009
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Valeur		
Dérivés actifs non courants ⁽¹⁾	(6 723)	0
Dérivés actifs courants	0	(1 778)
Total	(6 723)	(1 778)
Dérivés passifs non courants	2 035	13 980
Dérivés passifs courants	0	0
Total	2 035	13 980

(1) Inclus dans le poste Autres actifs financiers non courants - Voir note 8 - autres actifs financiers.

Nature et juste valeur des instruments financiers dérivés

Nature de l'instrument	Risque couvert	Société	Échéance	Montant nominal total	Juste valeur des instruments au 30/06/2010	Juste valeur des instruments au 31/12/2009
				<i>(en milliers de devise)</i>	<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>(en milliers d'euros)</i>
Contrat d'échange de taux d'intérêts	De Taux	Bolloré	2009 à 2012	125 000 (€)	(8 400)	(7 234)
Contrat d'échange de taux d'intérêts ⁽¹⁾	De Taux	Bolloré	2 014	145 000 (€)	3 185	(386)
Currency Interest rate swap	De change et de taux	Bolloré	2013/ 2016/ 2018	123 000 (\$)	11 938	(2 979)
Ventes d'options	De taux	Financière du Loch	2 012	20 000 (€)	(2 035)	(3 381)

Les dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne sont pas qualifiés comptablement de couverture à l'exception d'un swap de taux⁽¹⁾ d'une juste valeur de 3 185 milliers d'euros au 30 juin 2010.

Les produits et les charges comptabilisés en résultat de la période au titre de ces passifs financiers sont présentés en note 22 - résultat financier.

Note 17 - Fournisseurs et autres créditeurs

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2010
		Entrées	Sorties				
Dettes fournisseurs	683 121	3 809	(778)	(2 187)	19 837	394	704 196
Dettes sociales et fiscales d'exploitation	165 068	396	(283)	(19 825)	1 844	46	147 246
Clients créditeurs	139 780	389	(11)	(25 349)	5 004	(1 029)	118 784
Comptes courants - passif à moins d'un an	32 566	(822)	221	6 951	(5 440)	(54)	33 422
Autres dettes d'exploitation	518 710	5 635	(355)	11 828	19 757	4 521	560 096
Autres dettes	54 570	(511)	18	15 859	2 700	6 615	79 251
Total	1 593 815	8 896	(1 188)	(12 723)	43 702	10 493	1 642 995

Note 18 - Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2009	Variations de périmètre		Variations nettes	Variations de change	Autres mouvements	Au 30/06/2010
		Entrées	Sorties				
Produits constatés d'avance	31 835	0	(28)	8 286	455	0	40 548
Autres dettes courantes ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	12 793	12 793
Total	31 835	0	(28)	8 286	455	12 793	53 341

(1) correspond au dérivé sur les ventes à termes Vallourec chez Compagnie de Cornouaille.

Nature de l'instrument	Risque couvert	Société	Échéance	Nombre de titres couverts ⁽¹⁾	Juste valeur des instruments au 30/06/2010 (en milliers d'euros)	Juste valeur des instruments au 31/12/2009 (en milliers d'euros)
Ventes à terme	Cours	Compagnie de Cornouaille	2 011	2 010 786	12 793	1 992

(1) Avant division par deux de la valeur nominale des actions Vallourec, décidée par l'Assemblée générale du 31 mai 2010, et effective au 9 juillet 2010.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Note 19 - Informations sur les secteurs opérationnels**

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle sont ceux utilisés dans le reporting interne du Groupe, revu par la Direction générale (le principal décideur opérationnel pour le Groupe), ils reflètent l'organisation du Groupe qui est basée sur l'axe métier.

Les secteurs présentés par le Groupe sont au nombre de 3 :

- Transport et logistique : comprend les activités de services, portant sur l'organisation en réseau du transport maritime et aérien, et de la logistique
- Industrie : comprend les activités de production et de vente de films plastiques, batteries et supercapacités, terminaux et systèmes spécialisés, développements automobiles
- Distribution d'énergie : correspond à la distribution et au stockage de produits pétroliers en Europe

Les autres activités regroupent les activités Télévision, Presse et autres, Télécom (technologie de l'information et de la communication), les plantations, et les holdings.

Les transactions entre les différents secteurs sont réalisées aux conditions de marché.

Les résultats opérationnels sectoriels sont les principales données utilisées par la Direction générale afin d'évaluer la performance des différents secteurs, et de leur allouer les ressources.

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés. Il n'y a donc pas de réconciliation entre la présentation du reporting interne et celle des comptes consolidés.

Le chiffre d'affaires et les investissements sont également suivis par la Direction générale sur une base régulière.

En revanche, l'indicateur concernant les actifs sectoriels est présenté conformément à la norme IFRS 8 mais n'est pas présenté de manière régulière à la Direction Générale.

Il fait l'objet d'une réconciliation avec les comptes consolidés.

L'information concernant les dotations aux amortissements et provisions est fournie pour permettre au lecteur d'apprécier les principaux éléments sans effets monétaires du résultat opérationnel sectoriel mais n'est pas transmise dans le reporting interne.

- Information par secteur opérationnel

En Juin 2010

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Elimination inter secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	2 195 724	98 740	922 475	74 629	0	3 291 568
Chiffre d'affaires intersecteurs	2 214	138	656	15 427	(18 435)	0
Chiffre d'affaires	2 197 938	98 878	923 131	90 056	(18 435)	3 291 568
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(56 661)	(16 170)	(5 508)	(7 702)	0	(86 041)
Résultat opérationnel	171 557	(39 955)	13 215	(31 436)	0	113 381
Investissements incorporels et corporels	66 713	5 398	6 168	7 621	0	85 900
Actifs sectoriels	3 046 681	193 416	404 303	375 650	(4 079)	4 015 971

En Juin 2009

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Elimination inter secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	1 973 035	83 166	835 135	60 396	0	2 951 732
Chiffre d'affaires intersecteurs	1 759	94	480	16 215	(18 548)	0
Chiffre d'affaires	1 974 794	83 260	835 615	76 611	(18 548)	2 951 732
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(47 715)	(11 111)	(6 661)	(7 161)	0	(72 648)
Résultat opérationnel	141 147	(52 366)	30 065	(34 559)	0	84 287
Investissements incorporels et corporels ⁽¹⁾	93 150	5 818	3 798	5 610	0	108 376
Actifs sectoriels	2 767 716	207 292	365 019	377 484	23 665	3 741 176

En Décembre 2009

(en milliers d'euros)	Transport et logistique	Industrie	Distribution d'énergie	Autres activités	Elimination inter secteurs	Total consolidé
Chiffre d'affaires externe	4 032 206	178 448	1 685 569	114 800	0	6 011 023
Chiffre d'affaires intersecteurs	3 581	202	1 207	32 945	(37 935)	0
Chiffre d'affaires	4 035 787	178 650	1 686 776	147 745	(37 935)	6 011 023
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(99 921)	(23 849)	(12 387)	(43 858)	0	(180 016)
Résultat opérationnel	317 334	(103 734)	48 722	(89 399)	0	172 923
Investissements incorporels et corporels ⁽¹⁾	234 009	10 731	9 878	13 895	0	268 513
Actifs sectoriels	2 862 096	206 376	381 111	360 815	(5 158)	3 805 240

(1) Hors investissements de l'activité Papiers.

- Réconciliation des actifs sectoriels avec les comptes consolidés

	Au 30/06/2010	Au 31/12/2009
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Goodwill	988 117	979 786
Immobilisations incorporelles	218 838	223 135
Immobilisations corporelles	1 044 898	986 096
Stocks et en cours	177 583	144 890
Clients et autres débiteurs	1 596 456	1 499 806
Autres actifs courants	25 976	19 387
Total actifs sectoriels y compris comptes courants	4 051 868	3 853 100
Comptes courants	(35 897)	(47 860)
Total actifs sectoriels hors comptes courants	4 015 971	3 805 240

- Informations par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	France et DOM-TOM	Europe hors France	Afrique	Amériques	Asie/ Pacifique	Total
En Juin 2010						
Chiffre d'affaires	1 556 608	520 445	852 943	132 174	229 398	3 291 568
Immobilisations incorporelles	139 702	370	74 469	2 732	1 565	218 838
Immobilisations corporelles	379 852	46 565	586 065	26 042	6 374	1 044 898
Investissements incorporels et corporels	26 198	3 858	50 914	3 432	1 498	85 900
En Juin 2009						
Chiffre d'affaires	1 389 794	469 437	792 214	109 482	190 805	2 951 732
Immobilisations incorporelles	155 420	436	48 999	886	1 517	207 258
Immobilisations corporelles	384 568	40 539	479 243	16 931	6 110	927 391
Investissements incorporels et corporels ⁽¹⁾	20 451	851	84 355	976	1 743	108 376
En Décembre 2009						
Chiffre d'affaires	2 841 713	975 244	1 606 549	229 827	357 690	6 011 023
Immobilisations incorporelles	170 588	357	49 502	1 044	1 644	223 135
Immobilisations corporelles	380 404	40 767	539 190	20 297	5 438	986 096
Investissements incorporels et corporels ⁽¹⁾	75 041	2 924	181 541	6 043	2 964	268 513

(1) Hors investissements de l'activité Papiers pour la zone France et DOM-TOM.

Le chiffre d'affaires par zone géographique présente la répartition des produits en fonction du pays où la vente est réalisée.

Note 20 - Principales évolutions à périmètre et taux de change constants

Le tableau ci-dessous décrit l'incidence des variations de périmètre et de change sur les chiffres clés, les données 2010 étant ramenées au périmètre et taux de change 2009.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Jun 2010	Variations de périmètre	Variations de change	Jun 2010 périmètre et change constants	Jun 2009	Décembre 2009
Chiffre d'affaires	3 291 568	(12 018) ⁽¹⁾	(13 171)	3 266 379	2 951 732	6 011 023
Résultat opérationnel	113 381	(5 981) ⁽²⁾	1 215	108 615	84 287	172 923

(1) La variation de périmètre concernant le chiffre d'affaires est principalement liée au changement de méthode de consolidation de l'entité Tin Can Island Container Terminal Ltd (contribuant pour (6,1) millions d'euros, passage d'intégration proportionnelle à intégration globale) et à l'entrée de périmètre de la SNAT (contribuant pour (3,4) millions d'euros).

(2) Au niveau du résultat opérationnel, la variation de périmètre correspond principalement au changement de méthode d'intégration de l'entité Tin Can Island Container Terminal Ltd (contribuant pour (4,6) millions d'euros).

Note 21 - Résultat opérationnel

L'analyse du résultat opérationnel par nature de produits et charges est la suivante :

	Jun 2010	Jun 2009	Décembre 2009
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Chiffre d'affaires	3 291 568	2 951 732	6 011 023
Achats et charges externes :	(2 616 725)	(2 370 168)	(4 756 922)
- Achats et charges externes	(2 533 605)	(2 297 432)	(4 602 985)
- Locations et charges locatives	(83 120)	(72 736)	(153 937)
Frais de personnel	(472 858)	(452 083)	(909 540)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(86 041)	(72 648)	(180 016)
Autres produits opérationnels ⁽¹⁾	52 266	101 250	127 252
Autres charges opérationnelles ⁽¹⁾	(54 829)	(73 796)	(118 874)
Résultat opérationnel	113 381	84 287	172 923

* Détails des autres produits et charges opérationnels :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Jun 2010		
	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles
Plus-values (moins-values) sur cessions d'immobilisations	1 235	2 101	(866)
Pertes et gains de change	7 155	12 339	(5 184)
Bénéfices et pertes attribués	834	14 217	(13 383)
Autres	(11 787)	23 609	(35 396)
Autres produits et charges opérationnels	(2 563)	52 266	(54 829)

	Jun 2009		
	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles
	3 118	24 201	(21 083)
	3 474	15 685	(12 211)
	356	12 566	(12 210)
	20 506	48 798	(28 292)
	27 454	101 250	(73 796)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Décembre 2009		
	Total	Produits opérationnels	Charges opérationnelles
Plus-values (moins-values) sur cessions d'immobilisations	6 464	31 254	(24 790)
Pertes et gains de change	1 576	18 472	(16 896)
Bénéfices et pertes attribués	415	25 610	(25 195)
Autres ⁽¹⁾	(77)	51 916	(51 993)
Autres produits et charges opérationnels	8 378	127 252	(118 874)

(1) Dont, en 2009, remboursement reçu au titre du litige Copigraph s'élevant à 22,7 millions d'euros et diverses charges de gestion courante individuellement non significatives.

Note 22 - Résultat financier

	Jun 2010	Jun 2009	Décembre 2009
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Coût net du financement	(25 381)	(46 468)	(74 823)
- Charges d'intérêts	(32 180)	(51 877)	(85 769)
- Revenus des créances financières	5 376	4 513	8 471
- Autres produits	1 423	896	2 475
Plus-values (moins-values) de cessions des titres	(2 251)	217	(4 854)
Autres produits financiers ⁽¹⁾	52 860	67 895	91 632
Autres charges financières ⁽¹⁾	(124 682)	(56 928)	(76 248)
Résultat financier	(99 454)	(35 284)	(64 293)

* Détails des autres produits et charges financiers :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Jun 2010		
	Total	Produits financiers	Charges financières
- Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement	5 834	5 834	0
- Variations des provisions financières ⁽¹⁾	(92 702)	643	(93 345)
- Mise à la juste valeur des dérivés	14 624	15 097	(473)
- Autres ⁽²⁾	422	31 286	(30 864)
Autres produits et charges financiers	(71 822)	52 860	(124 682)

	Jun 2009		
	Total	Produits financiers	Charges financières
	25 885	25 885	0
	(8 540)	16 208	(24 748)
	(9 037)	0	(9 037)
	2 659	25 802	(23 143)
	10 967	67 895	(56 928)

(1) Dont dépréciation des titres Mediobanca pour (92,4) millions d'euros au 30 juin 2010.

(2) Dont pertes et gains de change sur éléments financiers pour (18,6) millions d'euros et produit du swap sur les titres Mediobanca pour 20 millions d'euros au 30 juin 2010. Au 30 juin 2009, essentiellement pertes et gains de change sur éléments financiers.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Décembre 2009		
	Total	Produits financiers	Charges financières
- Revenus des titres et des valeurs mobilières de placement ⁽¹⁾	27 141	27 141	0
- Variations des provisions financières	(11 025)	31 891	(42 916)
- Mise à la juste valeur des dérivés	(13 897)	0	(13 897)
- Autres ⁽²⁾	13 165	32 600	(19 435)
Autres produits et charges financiers	15 384	91 632	(76 248)

(1) Principalement dividendes Vallourec reçus au cours de l'année 2009.

(2) Essentiellement pertes et gains de change sur éléments financiers.

Note 23 - Impôts sur les bénéfices*Analyse de la charge d'impôt*

	Juin 2010	Juin 2009	Décembre 2009
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Impôts exigibles ⁽¹⁾	(60 296)	(55 871)	(128 198)
Crédit d'impôt ⁽²⁾	0	2 880	7 645
Economie d'impôt due aux intégrations fiscales	16 337	22 110	42 052
Sous-total impôts sur les bénéfices	(43 959)	(30 881)	(78 501)
Impôts différés nets	(5 157)	(4 018)	(257)
Sous-total impôts différés	(5 157)	(4 018)	(257)
Total	(49 116)	(34 899)	(78 758)

(1) Dont impact de la CVAE de (4,4) millions d'euros au 30 juin 2010.

(2) Crédit d'impôt recherche reclassé en résultat opérationnel, voir Note 3 - Comparabilité des comptes.

Note 24 - Activités abandonnées

Le Groupe a cédé son activité Papiers à cigarettes et impressions minces en juillet 2009. La cession n'a pas d'impact dans les comptes au 30 juin 2010.

Cette activité constituant une branche d'activité à part entière, conformément à la norme IFRS 5, le résultat est regroupé sur une ligne spécifique au compte de résultat consolidé au 31 décembre 2009 et au 30 juin 2009.

1) Compte de résultat des activités abandonnées

	Juin 2009	Décembre 2009 ⁽²⁾
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Chiffre d'affaires	60 420	60 420
Achats et charges externes	(41 873)	(41 873)
Frais de personnel	(14 036)	(14 036)
Amortissements et provisions	(2 304)	(2 304)
Autres produits opérationnels	1 317	1 317
Autres charges opérationnelles	(1 542)	(1 542)
Résultat opérationnel	1 982	1 982
Résultat financier	(793)	(793)
Impôt sur les résultats	270	270
Résultat après impôt des activités abandonnées	1 459	1 459
Perte après impôt résultant de l'évaluation à la juste valeur des activités abandonnées ⁽¹⁾	(10 845)	(12 026)
Résultat net des activités abandonnées	(9 386)	(10 567)

(1) La juste valeur des actifs abandonnés a été estimée sur la base de leur prix net de cession, et la moins-value correspondante a été reconnue en résultat des activités abandonnées.

(2) Ne concerne qu'un semestre d'activité.

2) Variation des flux de trésorerie des activités abandonnées

	Juin 2009	Décembre 2009 ⁽²⁾
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Résultat net	(9 386)	(10 567)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles (a)	1 806	1 278
Flux nets de trésorerie sur investissements (b)	(2 869)	22 946
Flux nets de trésorerie sur opérations de financement (c)	(212)	(734)
Variation de la trésorerie (a) + (b) + (c)	(1 275)	23 490
Trésorerie à l'ouverture	2 449	2 449
Trésorerie à la clôture ⁽¹⁾	1 174	25 939

(1) Effet net de la cession au 31 décembre 2009.

(2) Ne concerne qu'un semestre d'activité.

AUTRES INFORMATIONS**Note 25 - Parties liées**

Le Groupe a conclu diverses transactions avec des sociétés liées dans le cadre normal de ses activités. Ces transactions sont réalisées aux conditions de marché. Elles comprennent principalement les relations de nature commerciale ou financière entre Financière de l'Odet et ses filiales, notamment les opérations de centralisation de trésorerie.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2010, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions entre le Groupe et ses parties liées par rapport au 31 décembre 2009. (voir Note 33 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009).

Note 26 - Engagements hors bilan

La présente note se lit en complément des informations relatives aux engagements donnés et reçus au 31 décembre 2009, tels que décrits dans la note 34 " Engagements donnés " et la note 35 " Engagements reçus " de la note annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2009.

Les titres Vallourec, ayant fait l'objet de vente à terme en 2010, ont été nantis.

Note 27 - Informations sur les instruments financiers et la gestion des risques

Cette présente note est une actualisation des informations fournies dans la note 36 du rapport annuel 2009.

Suivi et gestion de la dette et des instruments financiers

Les Directions de la Trésorerie et du Contrôle de gestion du Groupe organisent et supervisent la remontée des informations et des indicateurs financiers mensuels des divisions, en particulier le compte de résultat et le suivi de l'endettement net.

Toute contrepartie bancaire, intervenant dans le cadre d'opérations de couverture de change, de gestion de taux d'intérêt ou de placement de trésorerie, doit avoir obtenu l'aval de la Direction Financière. Le Groupe travaille uniquement avec des établissements bancaires de premier ordre.

A - Risque de marché concernant les actions cotées

Compte tenu de ses activités financières, le Groupe Financière de l'Odet est exposé à la variation du cours des titres cotés.

Les titres de participation détenus par le Groupe dans des sociétés non consolidées sont évalués en juste valeur à la clôture conformément à la norme IAS 39 " Instruments financiers " et sont classés en actifs financiers disponibles à la vente.

Pour les titres cotés, cette juste valeur est la valeur boursière à la clôture.

Au 30 juin 2010, les réévaluations temporaires des titres disponibles à la vente du bilan consolidé déterminées sur la base des cours de bourse s'élèvent à 856,3 millions d'euros avant impôt, avec pour contrepartie les capitaux propres consolidés ⁽¹⁾.

Au 30 juin 2010, une variation de 1% des cours de bourse entraînerait un impact de 13,9 millions d'euros sur les actifs disponibles à la vente et de 13,8 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés, dont 6,1 millions d'euros au titre des réévaluations par transparence des holdings intermédiaires de contrôle ⁽¹⁾. Les titres de ces sociétés non cotées revêtent un caractère peu liquide.

(1) Réévaluations par transparence basées notamment sur les valeurs boursières de Bolloré et de Financière de l'Odet (voir note 8 - autres actifs financiers).

B - Risque de liquidité

La part à moins d'un an des crédits utilisés au 30 juin 2010 inclut 278 millions d'euros de tirage de billets de trésorerie dans le cadre d'un programme de 500 millions d'euros maximum et 173 millions de mobilisations de créances.

Par ailleurs, le montant des lignes de crédit confirmées et non utilisées s'élève à 1 115 millions d'euros au 30 juin 2010.

L'ensemble des lignes bancaires tirées et non tirées s'amortit comme suit :

- année 2010	20 %
- année 2011	5 %
- année 2012	18 %
- année 2013	7 %
- année 2014	46 %
- année 2015	1 %
- au delà de 2015	3 %
Total	100 %

La durée moyenne des sources de financement du Groupe est de près de 3 années.

La majorité des tombées intervient en 2014 et au-delà.

Le Groupe ne fait pas appel à des financements bancaires conditionnés à une notation externe. L'essentiel des lignes de crédits utilisées, comme confirmées non utilisées (dont le crédit Syndiqué de 1,1 milliard d'euros à échéance 2014), ne prévoit pas de clause de remboursement anticipé dépendant du respect de ratios financiers. Quelques crédits utilisés, comme confirmés non utilisés, en prévoient parfois. Il s'agit alors de deux ratios : un ratio d'endettement et un ratio relatif à la capacité du Groupe à faire face au service de la dette.

Le Groupe respecte l'ensemble de ces critères au 30 juin 2010.

C - Risque de taux

La Direction générale décide de la mise en place de couverture de taux. Des couvertures de type ferme (swap de taux, FRA) sont éventuellement utilisées pour gérer le risque de taux de la dette du Groupe.

La note 16 décrit les différents instruments dérivés de couverture de risque de taux du Groupe.

Au 30 juin 2010, après couverture, la part de l'endettement financier net à taux fixe s'élevait à 16 % de l'endettement total.

Sensibilité : si les taux varient uniformément de +1 % l'impact annuel sur les frais financiers serait de + 17,2 millions d'euros après couverture sur la dette portant intérêt.

Les excédents de trésorerie sont placés dans des produits monétaires sans risque.

D - Risque crédit client

La Direction de la Trésorerie Groupe centralise mensuellement l'évolution du besoin en fonds de roulement. La plupart des divisions ont recours à l'assurance crédit et, les plus grandes, ont un crédit manager.

De par la diversité de ses activités, le Groupe a une base de clients très diversifiée tant en terme de secteur d'activité que de taille et de localisation.

Les analyses des créances clients sont réalisées au cas par cas, et les dépréciations sont constatées sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client, de l'existence ou non d'une assurance crédit, et des retards de paiement.

Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

E - Risque de devise

La répartition du chiffre d'affaires (58,1 % en zone Euro, 15,8 % en zone CFA, 2,9 % Dollar US, 2,6 % francs suisse, 2 % Livre Sterling, 18,6 % autres devises) et le fait que beaucoup de dépenses d' exploitation soient en devises locales, limitent de fait l'exposition du Groupe au risque de change opérationnel.

Le Groupe réduit encore son exposition au risque de change en couvrant ses principales opérations en devises, autres que l'euro et le CFA.

La gestion du risque de change est centralisée au niveau du Groupe en France et en Europe : chaque filiale ayant des flux annuels en devises vis à vis de tiers externes tant en export/vente qu'import/achat supérieurs à 150 milliers d'euros ouvre un compte par devise. Afin de supprimer le risque de variation du cours de change, chaque fin de mois, elle demande une couverture auprès de la cellule de gestion, sur le solde prévisionnel de ses ventes/achats du mois suivant, payable selon le cas à 30 ou 60 jours fin de mois.

La trésorerie devises calcule le net des positions commerciales et se couvre auprès des banques par une opération de type ferme (achat ou vente à terme). En plus de ces opérations glissantes à trois mois (procédure fin de mois), d'autres couvertures peuvent être prises ponctuellement pour un marché.

Les flux intra-groupes font l'objet d'un netting mensuel qui permet de limiter les flux échangés et de couvrir les risques de change résiduels.

Les pertes et gains de change nets de la période totaux liés aux flux opérationnels en devises se sont élevés au 30 juin 2010 pour le Groupe à +7,2 millions d'euros soit 6,3% du résultat opérationnel de la période.

F - Risque matières premières

Les métiers du Groupe ci-dessous sont sensibles aux évolutions des cours des matières premières suivantes :

Energie : Pétrole

Plantations : Huile de palme et caoutchouc

Compte tenu de la dispersion de ses activités, les effets de l'évolution du cours de ces matières premières sur les résultats du Groupe dans son ensemble restent toutefois limités.

Le secteur opérationnel Distribution d'Energie est le seul secteur du Groupe qui soit, directement et notablement impacté par la variation du prix du baril de pétrole ; le chiffre d'affaires est fortement corrélé au prix du pétrole brut et totalement corrélé au prix des produits raffinés.

Afin de minimiser les effets du risque pétrole sur les résultats, le secteur Distribution d'Énergie répercute les variations du cours du produit aux clients et met en place des achats et ventes à terme de produit adossés à des opérations physiques.

Au 30 juin 2010, les ventes à terme de produits s'élèvent à 99,3 millions d'euros et les achats à terme à 58,9 millions d'euros. Les positions ouvertes vendeur sur marchés IPE (International Petroleum Exchange) s'élèvent à 65 500 Tonnes pour 34,4 millions d'euros.

Les stocks de fuel domestique sont intégralement couverts à l'exception d'un stock d'environ 52 500 m3 au 30 juin 2010.

Note 28 - Evénements postérieurs à la clôture

- Investissements Média :

A la suite de l'obtention de l'accord du CSA en juillet 2010, le Groupe Bolloré a finalisé l'acquisition de Virgin 17 (rebaptisée Direct Star), chaîne musicale de la Télévision Numérique Terrestre, détenue par le Groupe Lagardère.

- Reclassement de Financière de Perguet :

Dans le cadre de la simplification des structures du Groupe, la Financière du Perguet, détenue par la Financière de l'Odet, et qui regroupe les participations dans Mediobanca et Generali a été cédée à Bolloré, sa filiale à 81% (directement et indirectement) pour un montant de 353 millions d'euros, correspondant à des titres Mediobanca à 7,5 euros et Generali à 14,8 euros.

- Emission par Financière de l'Odet d'un emprunt obligataire de 200 millions d'euros :

Un emprunt obligataire d'un montant de 200 millions d'euros a été émis par Financière de l'Odet le 6 août 2010. Cet emprunt bénéficie d'une garantie autonome de première demande de Bolloré, et en garantie des obligations de Bolloré au titre de cette garantie de première demande, de nantissements portant sur un total de 2 100 000 actions Bolloré.

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 31 août 2010

Cédric de Bailliencourt
Vice-président directeur général

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société **FINANCIERE DE L'ODET**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1-B.4.1. de l'annexe relative aux nouvelles normes d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2010.

2 VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés."

Paris et Levallois-Perret, le 31 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

AEG FINANCES

CONSTANTIN ASSOCIES

Membre de Grant Thornton International

Philippe BAILLY

Thierry QUERON